

Les agents du Ministère de la Culture se sont mis en grève pour protester contre les réformes envisagées par la Révision Générale des Politiques Publiques, entraînant nombre de musées et de monuments nationaux début décembre. Christelle Guyader, secrétaire nationale de SUD-Culture et agent dans la filière accueil-surveillance au musée du Louvre donne des détails du mouvement.

**La grève commencée le 23 novembre au centre Pompidou a été suivie d'un appel de grève dans l'ensemble des services culturels par l'intersyndicale du Ministère. Quelles sont ses revendications particulières ? Dans quelle mesure les réformes envisagées par la RGPP touchent-elles les agents de la culture ?**

Le Ministère de la Culture, avec celui de l'Agriculture, est l'un des ministères « pilotes » de la RGPP. Cela fait déjà deux ans que certaines mesures liées à cette révision des politiques publiques sont en train de se mettre en place et que l'intersyndicale du Ministère se mobilise pour faire en sorte que ces mesures ne s'appliquent pas. On peut dire alors que cette lutte existe depuis deux ans et avec des mobilisations ponctuelles.

Au mois de décembre dernier, et plus particulièrement le 23 novembre, les agents du Centre Pompidou se sont mis en grève en réponse à l'annonce du nombre de suppressions d'emplois et de non-remplacements de collègues partant à la retraite. Cela représente un nombre de postes considérable, et même plus de postes que ceux qu'ils avaient réussis à obtenir lors des grèves qui ont eu lieu en 2006.

Par la suite, ils ont été rejoints par les agents de la BPI (Bibliothèque Publique d'Information) et ensuite, l'intersyndicale du Ministère a lancé un appel à la grève, non seulement pour soutenir Beaubourg mais aussi pour lancer la lutte dans l'ensemble des établissements du Ministère. A partir du 2 décembre, d'autres établissements ont alors rejoint la grève, les mobilisations ont concerné ainsi le Louvre, Orsay, Versailles et d'autres petits monuments. La mobilisation a aussi été forte en province.

Les revendications principales que porte l'intersyndicale du Ministère de la Culture sont : la non suppression de postes, l'arrêt du non remplacement d'un départ sur deux à la retraite, et le maintien du chiffre des subventions destinées aux établissements publics car la deuxième phase de la RGPP prévoit la baisse de ces subventions. Selon cette réforme, il faudrait que chaque établissement fasse en sorte de retrouver ses propres subventions, en faisant appel au mécénat des entreprises privées qui chercheraient à investir dans des établissements culturels. La baisse des subventions risque d'avoir un impact considérable sur le coût de l'entrée dans ces établissements les plus touchés seront principalement les petits établissements qui auront sûrement du mal à trouver des mécénats et qui seront peut-être contraints de fermer leurs portes certaines périodes de l'année.

**La politique menée par la RGPP, qui consiste à ne pas remplacer un départ sur deux à la retraite, affecte-t-elle l'ensemble des établissements culturels ? Dans quelle mesure la réduction de postes peut-elle altérer le bon fonctionnement de ces établissements ?**

Il s'agit d'une lutte globale à partir des réformes de la RGPP et qui concerne l'ensemble des agents du Ministère de la Culture, même si par exemple ceux du Pompidou sont actuellement les plus affectés, vu que leur pyramide d'âge est assez défavorable pour les années à venir, puisque beaucoup d'entre eux vont bientôt partir à la retraite. La réforme envisagée par la RGPP les touche aujourd'hui plus particulièrement, mais dans quelques années, l'ensemble des établissements sera affecté.

On voudrait connaître exactement le nombre de départs à la retraite dans les années à venir, car on craint que ces postes-là soient assurés par la suite par des entreprises privées. Si l'on prend l'exemple du Louvre, avant l'ouverture de la Pyramide, le personnel de l'accueil était constitué par des agents titulaires du Ministère ; après, l'accueil a été enrichi et ces postes-là remplacés par du personnel fourni par des entreprises privées. Cela risque de se reproduire à la suite des réformes envisagées par la RGPP, c'est-à-dire, que tous les secteurs du musée risquent d'être externalisés en faisant appel à des entreprises privées pour garantir leur fonctionnement.

Un autre exemple : on sait qu'un contrat de performance qui devait être signé entre le musée du Louvre et le Ministère de la Culture et du Budget, qui devait couvrir la période 2009-2011, n'a pas encore été signé. Cela nous inquiète particulièrement car de nouvelles salles sur l'Islam seront ouvertes au Louvre en 2011, et l'on craint déjà que le Ministère n'attribue pas de subventions supplémentaires. On redoute alors une réduction des effectifs dans l'ensemble de salles du musée pour assurer l'ouverture de ces nouvelles salles.

## Que s'est-il passé exactement au Louvre au moment de la grève ?

Quand on fait grève au Ministère de la Culture et pour réussir à avoir un certain impact médiatique, on essaye de faire en sorte que les musées n'ouvrent pas. Néanmoins, la direction fait toujours son possible pour ouvrir, même avec des effectifs réduits. Le 3 décembre, nous étions à peu près 160 grévistes au Musée du Louvre, sur les 250 personnes qui travaillent par jour à l'accueil-surveillance et à la surveillance muséographique. Alors, nous étions suffisamment nombreux pour faire en sorte que le musée n'ouvre pas. Nous avons réussi à bloquer l'ensemble des accès au musée, y compris la grille qui donne accès au Carrousel du Louvre, ce qui a rendu le blocage de l'établissement beaucoup plus facile. Le lendemain, on a voté la poursuite de la grève et tenté de fermer le musée et de bloquer cette entrée, mais il s'est trouvé que l'on ne pouvait plus bloquer la grille du Carrousel : la direction de la surveillance avait réussi à changer la serrure la nuit précédente. Alors, ça s'est plutôt mal passé ce jour-là car, comme on ne pouvait pas bloquer la grille, on a tenté un barrage humain et les visiteurs ont commencé à donner des coups sur les grévistes afin de pouvoir rentrer, ça a été un effet de foule très violent. Tandis que les autres entrées du musée étaient bloquées, on n'a pas pu tenir le blocage de celle-là, et alors le musée s'est avéré ouvert, malgré la grève.

La grève au Louvre a duré plus d'une semaine, et le nombre de grévistes qui y a participé n'avait pas été aussi important depuis 1999, au moment de la grève contre la précarité. Même la direction de la surveillance était étonnée du nombre de grévistes qu'il y avait chaque jour. De plus, cette grève est basée sur des revendications qui ne sont pas salariales ou concernant des acquis particuliers, il s'agit de se battre contre la politique actuelle du gouvernement par rapport à la culture. Lors de la grève de 1999, on n'avait pas besoin d'être 160 grévistes pour réussir à fermer le musée, il n'y avait pas cette pression-là de la part de la direction ; aujourd'hui, même avec très peu d'effectifs, la direction va quand-même ouvrir le musée, car leur objectif est d'ouvrir, de vendre des entrées.

En outre, il est important de remarquer sur la grève au Louvre que la moitié des grévistes étaient des précaires- des vacataires du week-end ou des employés à mi-temps- qui se sont autant mobilisés que les titulaires. On pense normalement que les vacataires sont les moins impliqués, car il ne s'agit pas d'une lutte les concernant directement, et je crois que cet engagement de leur part est dû au travail qui a été fait au niveau du Louvre contre la précarité, car, au Louvre, on est particulièrement attachés à cette lutte.

## Comment vois-tu la suite du mouvement ?

C'est toujours compliqué de stopper un mouvement quand les agents se sont tellement mobilisés. Comme on n'arrivait pas à bloquer les entrées et les caisses, on se retrouvait pour discuter sur ce qu'il est possible de faire quand on n'est pas en capacité de bloquer le musée. C'est alors que nous est venue l'idée qu'il fallait continuer à montrer pendant les fêtes de Noël que l'on était toujours mobilisés; on a décidé alors de lancer le « jeudi noir de la culture » en déposant des appels à la grève pour les jeudis 24 et 31 décembre. Le 24, on était plus de 70 grévistes à l'AG et on a décidé de bloquer les caisses, mais cela s'est très mal passé puisque la direction de la surveillance a ordonné aux contrôleurs de ne pas laisser passer les visiteurs sans leurs tickets. On a dû reprendre des visiteurs furieux qui voulaient absolument avoir leur ticket. La tentative de grève n'a pas pu alors se maintenir plus de deux heures.

Cette idée des « jeudis noirs » ne concerne pourtant que le Musée du Louvre car on n'a pas réussi au niveau intersyndical à faire en sorte qu'elle concerne l'ensemble des monuments du Ministère. On a fait un appel, nous, à SUD-Culture, pour que d'autres établissements et secteurs en lutte viennent nous rejoindre le 31 décembre à la Pyramide, car notre idée c'est d'essayer de faire converger les luttes et que la Pyramide devienne un endroit symbolique où l'on puisse accueillir les autres secteurs et organiser ainsi le débat avec eux et avec d'autres syndicats.

## La mobilisation des agents du Ministère de la Culture est-elle en lien avec les autres mobilisations du service public ?

Oui, car il s'agit d'une politique qui touche l'ensemble des services publics. Le gouvernement s'en désengage massivement, réduit les effectifs de personnel et les budgets (dans la culture, dans l'Education, dans la Santé, dans la Justice, dans les transports).

Il y a eu par exemple un débat national lancé le 17 décembre par le Comité de pilotage des Etats Généraux des Services Publics afin de faire converger et coordonner les luttes dans l'ensemble des services publics. Il y a eu également une conférence de presse au Théâtre du Rond Point et à l'Assemblée Nationale sur le service public pour essayer d'élargir et de lier d'une certaine façon tous les secteurs qui sont touchés par les réformes. Mais après, évidemment, cela prend du temps de réunir tous ces mouvements et de

voir comment on peut les faire converger.

Il y a également une journée de grève de la Fonction Publique d'Etat, annoncée pour le 21 janvier à l'appel de trois organisations syndicales : FSU, CGT et Solidaires, et un autre appel de la Fonction Publique Territoriale également pour le 21. Même si cette journée va être importante, il faut qu'on continue à se mobiliser au sein du Ministère, car quand on est syndicaliste, on essaye toujours de faire en sorte que les mouvements persistent et pour les collègues ce n'est pas évident de comprendre pourquoi une grève s'arrête.

### **Quelle a été la réponse du Ministère de la Culture après ces semaines de mouvement ?**

Il n'y a pas vraiment eu de réponse parce que Frédéric Mitterrand a dit à l'Assemblée Nationale que c'était une grève très minoritaire. Il n'y a pas eu non plus de négociations, le Ministère s'est juste engagé à suspendre les réformes en cours jusqu'à fin janvier 2010. Par contre, une bonne nouvelle, c'est que l'article 52 du Projet des Finances 2010, qui prévoyait la possibilité d'un transfert sans aucun contrôle des propriétés des monuments nationaux aux collectivités territoriales, a été censuré par le Conseil Constitutionnel. Cet article allait contre l'accès démocratique des citoyens à la culture, car les collectivités territoriales possèdent de moins en moins de moyens et l'on imagine bien que si les musées nationaux sont transférés, il n'y aura pas forcément les moyens nécessaires pour les entretenir ou pour garantir leur ouverture toute l'année, comme c'est le cas aujourd'hui dans plusieurs régions.

Cela rejoint le débat qui a été lancé au Théâtre du Rond Point sur les politiques culturelles territoriales, car il est question de faire prendre conscience aux citoyens des principes des réformes en jeu et de poser explicitement les questions essentielles de la place et du rôle de la culture dans notre société, et de l'utilité sociale et économique du service public.

### **Le Ministère de la Culture a été créé il y a 50 ans en vue de démocratiser la culture, c'est-à-dire, qu'elle soit accessible à l'ensemble de la population. Dans quelle mesure les réformes envisagées par la RGPP vont contre cette conception de l'art et de la culture ?**

La démocratisation culturelle a été garantie par le Ministère dans les années qui ont suivi sa création. Actuellement, on est en pleine régression, la démocratisation culturelle est vraiment mise en danger, car la culture ne sera accessible que pour ceux qui pourront la payer.

Il s'agit d'une logique de « marchandisation de la culture » qui vise à faire de l'utilisateur un « client » rentable. Rien qu'au Louvre, il y a des mécènes et des entreprises privées qui louent les espaces du musée pour des soirées privées ; ils louent la Pyramide, par exemple, et vu l'argent qu'ils rapportent, le personnel de ces entreprises ont le droit à la gratuité d'accès au musée, c'est-à-dire que la gratuité est garantie pour certains, mais en fonction de l'argent qu'ils rapportent. Cette réforme va alors forcément atteindre la démocratisation de la culture.

Au niveau des directions régionales, par exemple, une partie des subventions qui étaient allouées à des associations qui travaillaient dans les prisons ou dans les hôpitaux, a été supprimée, c'est-à-dire que l'accès à la culture dans ce cadre-là n'est plus garanti. Au Louvre, par exemple, il y a des conventions pour créer des ateliers et des formations pour des prisonniers, et le musée le fait avec le budget d'un mécène. C'est-à-dire que ce ne sont plus des subventions de l'Etat qui permettent de faire cela, alors on se retrouve avec des budgets qui sont de plus en plus aléatoires au niveau des établissements qui fonctionnent chaque fois plus avec les ressources des grands groupes, et cela met en péril, évidemment, les missions des établissements.

C'est d'ailleurs ce que disent les conservateurs du Musée d'art moderne du Centre Pompidou dans la lettre ouverte qu'ils ont écrite à Frédéric Mitterrand, qui rappelle que l'insuffisance des effectifs et la baisse des subventions mettent finalement en danger les missions essentielles du musée.

